

Roscoff

Kerléna. La clinique fermée et délocalisée à l'horizon 2018

Jennifer Pinel

L'annonce de la fermeture de la clinique en vue d'un déménagement dans le secteur de Brest, dans un ensemble immobilier à construire, a fait l'effet d'une bombe chez la centaine de personnels du centre de soins de suite et de réadaptation.

Mercredi soir, Joseph Affre de Saint Rome, directeur de la clinique Kerléna, a exposé le projet de fermeture de l'établissement au personnel.



Les 92 membres du personnel de la clinique Kerléna étaient conviés à une réunion d'information organisée par la direction, mercredi soir. « On nous a annoncé la fermeture de l'établissement en 2018 et un transfert dans la région de Brest, où Kerléna regrouperait ses activités avec les cliniques de Keraudren et Grand Large, dans un immeuble neuf à construire d'ici trois ans », confie une des salariées, encore abasourdie par la nouvelle.

Par la voix de Joseph Affre de Saint Rome, directeur de Kerléna, le groupe Noble Age, dirigeant, a motivé sa décision par « le manque de possibilités, pour la structure de soins de suite et de réadaptation, de se développer sur place, dans des locaux dont il n'est pas propriétaire » et « la volonté de répondre aux besoins de soins des patients sur le territoire ».

« Offrir un système pérenne viable économiquement »

Le directeur évoque, par ailleurs, « des contraintes réglementaires et environnementales rigoureuses et la nécessité d'offrir un service répondant aux exigences

de l'Agence régionale de santé (ARS), pérenne et viable économiquement, dans un contexte de baisse régulière du prix de la journée d'hospitalisation (*) ». Selon Joseph Affre de Saint Rome, l'objectif de la réunion de mercredi était de prévenir et d'associer le personnel « bien en amont de la mise en œuvre de ce projet moderne et innovant ».

Envisageant des accompagnements en termes de formations et d'aides à la mobilité, le directeur du centre, qui compte 112 lits en hospitalisation complète, se veut rassurant : « On aidera tous les gens qui veulent nous suivre dans ce nouvel établissement ».

Le personnel sous le choc

Chez les membres du personnel rencontrés hier, le sentiment d'inquiétude était prégnant. « Surpris », nombreux sont ceux qui disaient « attendre de voir à quelle sauce nous seront mangés ». « On n'a pas senti venir le déménagement ; le manque de places, oui », indique un agent administratif qui souhaite garder l'anonymat. « Tout le monde attend de savoir où l'activité sera

transférée. On a construit nos maisons, on a nos enfants... Il y a trois semaines, on inaugurerait l'hôpital de jour », poursuit une employée, qui regrette par avance le cadre de travail, face à la mer, et les éventuelles suppressions de soins liées au milieu marin. « Ce dont on bénéficie ici, outre le confort visuel, ce sont des soins de balnéothérapie en eau de mer qui n'existeront plus si on se met dans les terres », concédait, hier, Joseph Affre de Saint Rome.

« Une mauvaise nouvelle »

Encore sous le coup de la nouvelle, aucune action ne semble, pour l'heure, prévue par le personnel. La réaction des élus ne devrait pas se faire attendre. En premier lieu, celle de Maël de Calan, conseiller municipal et conseiller départemental, reçue hier soir. « Cette décision, si elle se confirme, est une très mauvaise nouvelle pour le personnel et la ville. Nous mènerons toutes les actions possibles pour en limiter les conséquences sur l'activité et l'emploi dans le canton ».

* Ce tarif aurait baissé de 2,5 % en un an.